

Plan pauvreté : une stratégie en trompe l'œil

Le Président de la République a présenté le 13 septembre dernier sa stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Le « virage social » du gouvernement en faveur des personnes les plus vulnérables était vivement attendu, tant les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres continuent de se creuser.

L'esprit des mesures annoncées est axé autour de l'insertion professionnelle des plus pauvres. Ce projet, qualifié de « productif » par le Président, peut mettre en péril les politiques de solidarités inconditionnelles et redistributives, fondement de notre pacte social. Nous condamnons l'idée sous-jacente de ce plan pauvreté : les pauvres seraient des fainéants qui ne veulent pas travailler.

Par ailleurs, des mesures concrètes ont été présentées dans le domaine de la petite enfance, de la jeunesse et la création d'un revenu universel d'activité. Certaines vont dans le bon sens mais la plupart sont déjà mises en œuvre et ont fortement été impactées par une politique d'austérité.

Quelle cohérence alors entre cette stratégie et les mesures mises en œuvre ces derniers mois qui contribuent à enfermer les personnes les plus fragiles dans la précarité :

- *Refuser d'indexer le montant du RSA sur l'inflation revient à le diminuer,*
- *Supprimer les contrats aidés remet en cause les politiques d'insertion professionnelle,*
- *Ne pas revaloriser le montant des APL fragilise le budget des familles.*
- ...

Enfin, il y a de grands absents dans ce plan. Citons les personnes âgées et handicapées pourtant fortement touchées par la précarité, l'isolement et la perte d'autonomie.

La CSF continuera à accompagner l'ensemble des familles dans tous les domaines de la vie quotidienne, à défendre leurs droits et à rétablir les plus fragiles dans leur dignité. Pour ce faire, nous avons besoin du soutien du gouvernement et de financements publics.

Contact presse :

Aminata Koné

Secrétaire générale de La CSF

akone@la-csf.org

01 44 89 86 80